



VISITE DU DÉLÉGUÉ DU DGFIP POUR L'INTER-RÉGION A FIGEAC

compte-rendu de l'audience du 18/01/2018

Le délégué inter-régional avait décidé que la prochaine étape de sa tournée des popotes serait le CFP de Figeac.

C'est ainsi que les collègues l'ont vu arriver en milieu de matinée accompagné de son adjoint et de trois membres de notre direction locale (ne jamais se promener seul en zone isolée...) pour les honorer de leur présence jusqu'à la pause déjeuner. Cela laissait peu de temps pour s'entretenir avec une trentaine d'agents nous direz vous. Encore aurait-il fallu que le but soit de s'intéresser à leur travail, aux conditions dans lesquelles ils doivent l'effectuer, et à leur ressenti.

Mais des échanges de cet ordre aucun collègue ne nous en a rapportés, la visite ayant consisté en un serrage de mains à la chaîne accompagné de-ci de-là par une considération d'ordre météorologiques, géographique, sportive, etc... Des «*quelles sont vos missions?*» «*comment ça se passe pour les accomplir?*» que nenni... C'est certain que quand on ne pose pas de questions ça évite d'avoir des réponses qui déplaisent, et une vision moins technocratique de la réalité des services!

Le bilan de cette balade en campagne: mobilisation de 5 cadres supérieurs sur la journée (charge salariale non communiquée), et une longue virée dans un bon restaurant figeacois pour 12 personnes.

Bon, même si nous sommes intimement persuadés que le sujet de leur conversation a tourné autour des moyens à apporter pour améliorer l'exercice de nos missions, et les conditions de travail de tous les agents (qui au même moment avalaient une gamelle, certains en 20 mn, décomptées 45, pour faire face aux urgences professionnelles) on est quand même un tantinet inquiet. Nous, à force de l'entendre dire et de les subir, on avait cru comprendre qu'il fallait faire des économies budgétaires?!!

Heureusement s'attendant à l'aspect visite touristique de sa venue les organisations syndicales du département avaient demandé et obtenu une audience avec le délégué inter-régional.

Lors de cette rencontre, de nombreux points ont été évoqués et tout d'abord la situation au sein des SIP-SIE/trésorerie de Figeac.

Alors que le délégué semblait avoir un excellent ressenti de l'ambiance et de la motivation des agents (c'est sûr que quand on évite de demander comment ça se passe...), nous lui avons opposé une réalité bien différente, pouvant être étendue à l'ensemble de la DGFIP.

Les services souffrent en effet de la réduction des effectifs alors que la charge de travail ne baisse pas, voire augmente dans certains secteurs.

Au niveau de la trésorerie de Figeac par exemple, l'absorption de budgets supplémentaires suite à fermeture d'autres structures (St Géry puis Capdenac au 1er janvier 2018) s'est effectuée sans le personnel accompagnant.

Pire, le transfert de la gestion des Hôpitaux de Saint-Céré et Gramat, loin de permettre la création d'un service spécialisé hospitalier, tant vanté par la direction auprès des ordonnateurs réticents, n'a fait que rajouter une charge supplémentaire.

Résultat : démotivation, lassitude, tension au sein des services, des agents au bord de la rupture.

Cette situation ne se limite pas à Figeac mais s'étend à l'ensemble des structures lotoises.

Combien d'autres collègues souffrent en silence sans véritable considération?

Nous avons dénoncé le discours de la direction, "*bien consciente des difficultés*", axé sur le conseil donné aux agents de faire la part des choses par rapport à la surcharge de travail. Il faut «*prioriser des tâches*» et donc de fait accepter un abandon progressif de missions comme certains contrôles et le recouvrement. Discours difficile à entendre pour des collègues consciencieux et attachés à leur rôle et mission au sein de la société.

Le délégué s'interroge sur la réalité de ce fameux abandon des missions ressenti par tous les agents et se re-tranche derrière le pouvoir politique qui décide de l'évolution des effectifs de la DGFIP et qui laisse une marge de manœuvre limitée à la direction.
Il évoque une administration en pleine transition.

Suite à cette réponse, nous lui avons alors décrit la situation également tendue des SIP-SIE et dans la foulée avons évoqué le bilan calamiteux de la campagne des déclarations 2017 avec un accueil physique qui ne diminue pas et des flux téléphoniques en nette progression (pour plus de détails, voir le tract sur ce sujet).

Toujours dans ce cadre, nous l'avons interpellé sur les difficultés liées à la dématérialisation, aux constantes évolutions applicatives et réglementaires que les agents ne peuvent plus suivre par manque de temps et des démarches en lignes, avec le sentiment d'effectuer de plus en plus de tâches de dépannage informatique.

Le délégué évoque l'obligation de notre administration à continuellement s'adapter tout en étant bien conscient du décalage avec la capacité des agents à pouvoir toujours suivre les évolutions. Il constate en effet que notre administration est actuellement en rodage.
Nous lui rétorquons que les agents ressentent depuis trop longtemps la transition et le rodage.

Concernant la dernière campagne de recouvrement de impôts, nous lui avons exposé les difficultés liées à l'obligation de paiement en ligne mais également le dernier couac du centre d'encaissement de Créteil avec des chèques perdus puis retrouvés un mois et demi après, des contribuables en colère et une communication complètement défailante.

Le délégué n'a pu qu'acquiescer à cet exposé.

Nous avons également évoqué les modalités et les objectifs de CAP 2022 ainsi que le risque qu'il s'agisse d'une nouvelle variation de la fameuse RGPP de sinistre mémoire. Ainsi nous avons mis en avant le futur PAS, la suppression annoncée de la taxe d'habitation et le dernier discours de Gérard Darmanin concernant l'obsolescence programmée du principe de séparation ordonnateur/comptable.

Enfin, nous avons demandé des précisions sur la fameuse "carte blanche" laissée par Edouard Philippe concernant l'évolution des services publics dans le bassin du Grand Cahors.

Il nous a été répondu qu'il n'y avait aucun écho, que rien ne ressortait pour l'instant. Cette opacité n'engage rien de bon et laisse présager des lendemains qui déchantent.

Nous n'avons malheureusement pas eu le temps d'aborder d'autres sujets (il ne fallait pas trop empiéter sur la pause restaurant) mais cette audience n'a pas été inutile dans la mesure où nous avons pu exprimer le ras le bol des collègues afin que le délégué ne reparte pas avec une vision idéaliste des services.

Cependant nous ne sommes pas naïfs, car nous n'avons eu le droit tout au long de cet entretien qu'à un discours bien rôdé concernant une direction nationale bien consciente des difficultés mais impuissante. Et surtout, comme a bien insisté le délégué, une administration en constante transition et rodage.

Nous serions bien tentés de demander la fin de la récréation mais pour quel avenir? Que peut-on attendre de dirigeants sans aucune vision hormis une obsession purement à court terme pour la diminution des coûts et des dépenses publiques?